Récemment, l'Institut National du Patrimoine Culturel (INPC) a lancé une série d'outils et de base de données, orientés vers la gestion et la recherche sur le patrimoine culturel de l'Équateur, au moyen d'un portail internet spécialisé. Ce système "Sistema de Información para la Gestión del Patrimonio Cultural" se dénomme ABACO (1).

Les objectifs sont les suivants : *« Le Système dispose d'une connotation de caractère conceptuel très importante, du fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'organiser l'information dans un système informatique de grande capacité et déploiement, mais aussi de le transformer en un outil national pour la gestion des Patrimoines Matériels et Immatériels; un outil qui permettra, prochainement de conter sur une information géo-référenciée du Patrimoine dans le pays, afin de la visualiser de façon objective dans les projets d'aménagement du territoire que doivent développer les gouvernements autonomes décentralisés dans le cadre du Code Organique d'Aménagement du Territoire, des Autonomies et de la Décentralisation (COOTAD). (...) L'information est organisée en modules et peut être utilisée pour élaborer des statistiques, des cartes, des fiches, etc."* (Manuel, p. 2)

Ces outils sont des témoins réels des efforts menés à bien depuis le Décret d'État d'Urgence du Patrimoine qui ont permis, pendant plusieurs mois, à des chercheurs, restaurateurs, conservateurs et autres techniciens, de réaliser plusieurs campagnes sur le terrain et dans les les rayonnages des institutions culturelles afin évaluer l'état de conservation et d'inventorier les biens culturels du pays, ainsi qu'améliorer leurs sécurités.

C'est donc dans ce contexte que l'INPC a ouvert au public son système "ABACO" pour la gestion des biens culturels. Une base de données alimentée par les fiches de l'inventaire des biens culturels qui s'est réalisé au cours des différentes étapes du Décret d'État d'Urgence. C'est une très bonne nouvelle en soi. Les autorités gouvernementales se donnent enfin les moyens de veiller sur le Patrimoine équatorien. De telles bases seront également de grande utilité pour les chercheurs -et le public en général-, qui disposeront de données sur les gisements, les collections et le mobilier appartenant au patrimoine national de manière simple et toujours actualisée. Le portail prétend permettre l'accès à la totalité des fiches de l'inventaire patrimonial avec sa description, localisation, « histoire » scientifique, état de conservation et niveau de pillage/destruction. Cet outil est complémentaire du système géo-référencié de gestion du patrimoine, ouvert il y a quelques mois déjà. De plus, la base ABACO prétend maintenir à jour les informations sur les biens archéologiques mobiliers (localisation, état de conservation, sécurité, « histoire » scientifique et interventions de restauration).

Pour les citoyens équatoriens, il est possible de demander un accès d'utilisateur avec mot de passe. Il semble que pour le moment, cette fonctionnalité soit limitée aux seuls ressortissants équatoriens. En théorie, cela devrait permettre aux utilisateurs d'éditer et actualiser les fiches de la base. Ce point n'a cependant pas pu être vérifié pour le moment.

À première vue, les objectifs du projet et le mode opératoire (portail internet) sont de grand intérêt et permettent de développer efficacement la collaboration entre tous les acteurs et entités liés au patrimoine culturel. Malheureusement, l'interface de consultation et de recherche semble peu intuitive pour les utilisateurs ; toutefois, celle-ci englobe l'ensemble des composantes du patrimoine culturel, matériel et immatériel : Biens Immatériels, Biens Documentaires, Biens Archéologiques, Biens Mobiliers et Biens Immobiliers. Par ailleurs, pour informer les visiteurs, l'INPC a édité un guide destiné aux fonctionnaires des municipalités et qui présente les grandes lignes du portail (2).

Utilisation

Pour naviguer sur ce portail avec la plus grande facilité, nous invitons les utilisateurs à choisir le drapeau « Espagne » (dans la zone supérieure, à droite), car c'est l'unique option qui contient la totalité des traductions (le contenu des options « Anglais » et « Espagnol de l'Équateur » n'étaient pas traduites dans leur totalité au moment de la rédaction de ce texte). Pour accéder aux fiches simplement une fois la langue sélectionnée, aller dans la rubrique « statistiques » de chaque sous-section qui se présentera par la suite. Pour trouver les sites plus rapidement, nous recommandons de n'utiliser que les nomenclatures de provinces, cantons et paroisses dans les champs de recherche.

En toute logique, les fiches sont organisées par provinces, cantons, et paroisses, bien que pour une grande partie d'entres-elles, le nom du canton et/ou de la paroisse correspondante n'est pas spécifié.

Sous les champs de recherche, apparait la liste des entrées correspondantes aux critères renseignés. À la fin de chaque ligne, la fiche correspondante peut être téléchargée en PDF grâce au lien « voir ». Il ne semble pas possible de voir les fiches directement depuis le navigateur sans télécharger les fichiers PDF.

Dans ce court article, nous nous concentrerons sur les biens archéologiques, divisés entre « collections » (0 entrée) et « sites » (5850 entrées à la date de rédaction). Nous espérons que, à travers de nouvelles actualisations de la base dans les prochains mois, plus d'entrées seront ajoutées.

Données accessibles

Après le téléchargement de la fiche correspondante aux sites recherchés, le lecteur se retrouve un peu désillusionné face aux données disponibles dans chacune d'elles : aucune donnée n'est pertinente ou utilisable. À l'exception des noms des sites et leur localisation administrative (en province, cantons et paroisses), il n'existe aucune entrée, sauf des « 0 », « - » ou « Inconnu » ; la localisation des sites (par coordonnées GPS, UTM ou de tout autre système géodésique) n'est même pas mentionnée. S'il est évident que, pour des motifs de protection des vestiges archéologiques, cette dernière soit d'un accès réservée, elle pourrait au moins être mise à disposition des archéologues professionnels.

De toute façon, l'information contenue dans les fiches n'a pas besoin d'être nécessairement réservée dans sa totalité. L'« historique » scientifique, la bibliographie, l'état du site, sa position chronologique, les cultures représentées, etc. ; toutes ces informations permettent l'appropriation citoyenne du patrimoine, tant mis en avant durant les derniers mois. Occulter tous les types d'information est dangereux : premièrement, cela laisse penser aux professionnels que les choses n'ont pas été réalisées correctement : deuxièmement, cela laisse la société dans l'ignorance – ce qui est contraire à l'éthique et est moralement condamnable –, laissant les gens spéculer sur de supposées richesses cachées sous terre sur les sites archéologiques ou laissant la voie libre aux théories fantaisistes des pseudo-archéologues – ce qui est exactement le contraire de l'objectif recherché. Non, assurément, cacher les données est dangereux et ne permet pas une bonne diffusion de la connaissance dans la communauté scientifique et dans la société en générale. À San Ignacio (Pérou), le slogan du collège est « Nous ne respectons pas ce que nous ne connaissons pas » ; il est temps pour les équatoriens de connaître l'héritage du passé pour le respecter.

En guise d'exemple, nous avons consulté la fiche du site archéologique Santa-Ana/La Florida (province de Zamora-Chinchipe, canton Palanda), ainsi que les autres sites de la province, dont les évidences sont en cours d'étude depuis 2003 par une convention IRD/INPC (3). Ainsi, selon la fiche administrative d'inventaire, le gisement se trouve totalement détruit, ne dispose d'aucune délimitation ou localisation, d'aucun historique de recherche ou de pillage, ni d'un inventaire des vestiges retrouvés par les archéologues et encore moins de références bibliographiques, quelle qu'elles soient. Nous souhaitons rappeler à nos lecteurs que le site

mentionné fut découvert dans le cadre du projet Zamora-Chinchipe, dont les données partielles se trouvent dans divers rapports et publications, ainsi que sur un blog spécifique, où se trouvent les références bibliographiques, les derniers rapports de fouilles en téléchargement, ainsi que diverses nouvelles en relation avec le projet. Si les membres de l'équipe d'inventaire n'avaient pas eu le temps de venir à Santa-Ana/La Florida, il aurait été simple de remplir partiellement les fiches à partir des données déjà publiées et disponibles. Ce qui est inexplicable, en l'occurrence, c'est que plusieurs chercheurs du décret d'état d'urgence patrimoniale ont eut l'opportunité de visiter le site en présence des archéologues responsables, de prendre avec eux les coordonnées de délimitation avec GPS, d'observer et décrire avec eux les vestiges et accéder aux rapports des dernières campagnes de fouilles. Pourquoi le résultat de cette inspection n'est-il pas visible dans les fiches de ABACO ? Il n'est même pas fait état des interventions de sauvetage et de protection réalisées avec l'appui de l'Unité de Gestion du Décret d'État d'Urgence entre 2007 et 2009.

Avec l'intention de vérifier si ce cas était une exception causée par une quelconque erreur dans l'enregistrement des données encore partiel des fiches sur le serveur, nous avons révisé les fiches d'inventaire de divers sites archéologiques très connus, dont les informations sont amplement diffusées par leurs archéologues responsables respectifs : Pucará de Pambamarca (4), Pyramides de Cochasquí, Nécropole de La Florida et Parc Rumipamba (province de Pichincha) (5); collines de Jaboncillo et Hojas (6), Salango (7) et Japotó (province de Manabí) (8); La Tolita (province de Esmeraldas) (9); Ingapirca, Cerro Narrío, Pirincay (province de Cañar); Pumapungo, Todos Santos, Cerro Llaber, Chobchi (province de l'Azuay)… Dans tous les cas, ou les fiches sont identiques – c'est à dire « sans donnée » –, ou ne sont pas présentes, ou deux fiches pour le même site sont remplies avec des données différentes. Pourquoi ? Quelle est la raison de ces erreurs ? Serait-ce que l'État a gaspillé 33 millions pour remplir des fiches d'inventaire de « sans donnée » ? Que s'est-il passé avec les données collectées par les chercheurs sur le terrain et dans les rapports entassés à l'INPC, à la Banque Centrale de l'Équateur (BCE), au Fond de Sauvetage du Patrimoine (FONSAL) ?

Les fiches

Ces observations se réfèrent uniquement aux aspects formels. Présenter des observations sur le fond serait trop long pour cet article introductif (mais pourraient éventuellement être incluses dans un prochain article). Nous mentionnerons seulement qu'il est toujours plus pratique de définir auparavant les termes descriptifs utilisés et configurer des champs « fermés » pour faciliter les recherches.

Le format PDF choisi n'est pas très pratique, de par sa nature figée : une grande partie des

données sont tronquées ou altérées si elles dépassent le cadre défini pour chaque champ (voir les entrées de bibliographie par exemple). Il aurait été mieux de permettre une présentation des fiches « en ligne », pour exposer rapidement les données et offrir par la suite la possibilité de télécharger la fiche en format PDF (comme c'est le cas pour les articles de ce portail). Tel que vue actuellement, cette version de la base ressemble davantage à un inventaire de références bibliographiques qu'à une base de données patrimoniale.

De plus, la base ABACO présente une unique fiche d'inventaire pour tous les types d'évidences, qu'elles soient des villes entières, des édifices, des sites, des évidences archéologiques, ou des tombes, pyramides, chemins. Il est surprenant que dans un institut charger d'étudier et protéger le patrimoine, personne ne se soit rendu compte de la nécessité de réaliser des fiches adaptées à la variété des évidences et des objectifs (recherche, protection, valorisation) présents dans un inventaire patrimonial. En effet, les données importantes pour inventorier un chemin ne sont pas les mêmes que pour une tombe ou une église. Il existe une grande variété de fiches déjà constituées par divers projets et pour de multiples objectifs, disponible sur notre portail ou sur internet, pour construire la base des formats de fiches. De la même manière, il existe de nombreuses bases de données patrimoniales sur internet qui peuvent suggérer des idées pour l'organisation, la navigation et la consultation des bases.

Plusieurs observtions

Il est temps que les autorités étatiques laissent de côté les nouvelles grandiloquentes sur les succès de l'inventaire du décret d'état d'urgence et affrontent la réalité. Celle-ci, malheureusement, est tout autre : les efforts semblent être restés suspendus dans les limbes. Il est temps de trouver où il y a eu des erreurs et des manquements dans le processus d'inventaire : sur le terrain ? durant la numérisation des fiches ou durant l'inclusion dans la base de données ? Et, si cela est possible, de les corriger.

Le Décret d'Urgence a permis de poser les premières fondations d'un inventaire sans doute plus que nécessaire pour le patrimoine du pays. Mais il semble qu'il ait été réalisé trop rapidement et de manière précipitée. Comme résultat, les fiches n'ont pas été conçues de façon logique et plusieurs collègues ont dû les rectifier. Il aurait été de grande utilité de réaliser des rencontres, au niveau national, entre tous les acteurs impliqués, pour définir contractuellement la nomenclature descriptive et la conception même des fiches, les méthodes et la fréquence d'actualisation, les équipes chargées de ces tâches, le rôle et les obligations de chacun (chercheurs, autorités, musées, particuliers, etc.) dans cet effort commun, avant de débuter les travaux sur le terrain et la conception de la base de données.

Il ne fait aucun doute que chaque phase du projet d'inventaire ait été contrôlée et surveillée par un superviseur qui a validé le travail des équipes sous sa responsabilité. Donc, pourquoi personne n'a envoyé de signaux d'alarme ? ou, si quelqu'un les a envoyés, qui les a omis sciemment ? Personne ne s'est rendu compte que – dans son état actuel et tel qu'elles sont présentées au moins au public – 99% des fiches de ce système sont inutilisables à tout point de vue ; à l'exception, peut-être, des noms des sites archéologiques.

Bien. Il ne s'agit en aucun cas de fermer ou détruire cette base de données pour le simple motif des graves insuffisances de sa configuration actuelle. Les efforts réalisés sont importants et il est essentiel de le rappeler. Il est temps de réviser les faiblesses du système pour ne pas les répéter, et trouver des solutions fiables qui amélioreront le système actuel.

Propositions pour l'amélioration du système

Relancer un inventaire est évidemment impossible et insensé. À ce stade, l'idéal serait que l'on demande à chaque chercheur – en plus des fonctionnaires des ministères du Patrimoine, de la Culture et de l'INPC – d'actualiser la base, les fiches, les références et les recommandations de chaque site étudié sous sa responsabilité. Ainsi, les différents protagonistes des recherches archéologiques menées dans le pays seraient pleinement impliqués dans un effort commun de protection du Patrimoine. Il pourrait en être de même avec les collections archéologiques des musées du pays et des collectionneurs privés, dont la contribution dans ce sens viendrait s'unir aux travaux initiés avec le processus de migration des biens culturels de la Banque Centrale au Ministère de la Culture. Ceci impliquerait que chacun des maillons de cette chaîne se respecte mutuellement dans le travail respectif qui lui correspond, communique les résultats des prospections et fouilles qu'il réalise, accepte de diffuser ses rapports. Dans cette logique, l'inventaire des biens culturels de l'Équateur et la connaissance archéologique du pays seraient à jour en permanence. Ceci impliquerait que chaque fiche descriptive soit remplie avec des termes consensuels approuvées entre tous, et révisée par un comité scientifique formé par les représentants de tous les acteurs du patrimoine (citoyens, musées et institutions culturelles, administration étatique, chercheurs, collèges d'archéologues et sociétés savantes, universités, etc.)

Malheureusement semble-t-il, le système est uniquement orienté vers les municipalités, avec une finalité spécifique de gestion territoriale du patrimoine : *«Dans le cas des registres, il est nécessaire d'approfondir l'information, dans le cadre d'un travail conjoint entre les Gouvernements Municipaux, AME et l'INPC. Raison pour laquelle des fiches spécialisées pour*

chaque type de bien ont été développées; celles-ci doivent être remplies par des professionnels sous les directives et instructions définies par l'INPC. L'information pourra directement être soumise au système avec un niveau d'accès 2.»
(Manuel, p. 25)

En lisant ces lignes, on présume que la gestion et la mise en ligne des données sera exclusivement réalisées par trois organisations, (AME, autorités locales/nationales et, évidement, l'INPC). Si l'on présume que le personnel de l'INPC dispose de la formation et de critères d'évaluation suffisants pour remplir et réviser les données entrées, il est très probable que les gouvernements locaux ou la AME ne disposent pas de personnel suffisamment formé dans les thématiques patrimoniales pour compléter et actualiser les fiches d'inventaire – à l'exception, des cantons urbains, qui disposent de services spécifiques (Cuenca, Ibarra, Guayaquil, Quito, etc.). Tel que le répète la communauté archéologique du pays, une personne ne peut s'improviser archéologue ou spécialiste en conservation et gestion du patrimoine, même après un atelier d'une seule journée ; il s'agit d'une science qui mérite plusieurs années d'études consciencieuses, (et encore ! même pour des personnes formées, il est facile de faire des erreurs). Nous avons également reconnu dans ces pages l'importance de préparer les chercheurs sur une base académique solide, aspect qui est lamentablement absent des points clefs de la politique patrimoniale du gouvernement actuel. C'est seulement de cette façon que les municipalités, les musées, les couvents/monastères pourront compter sur les spécialistes requis pour une bonne gestion du patrimoine culturel matériel et immatériel.

Le système ABACO n'est pas une solution parfaite, mais il a le mérite d'exister dans un contexte où il n'y a rien eu pendant des années. Il est temps pour l'INPC de s'appuyer non seulement sur ses fonctionnaires, mais également sur les chercheurs et spécialistes du patrimoine nationaux et internationaux pour enrichir, réviser et augmenter significativement les données disponibles dans la base.

Notes:

Télécharger les fichas d'inventaire de la base ABACO pour les sites mentionnés dans le texte [ZIP].

1. Le système "Sistema de Información para la Gestión del Patrimonio Cultural" (ABACO) se divise en plusieurs sous-domaines:
   Inventaire: http://abacoweb.inpc.gob.ec:10080/inpc/home.seam (pour les usagers

inscrits) et http://abacoweb.inpc.gob.ec:10080/inpc/homepublic.seam
(accès sans mot de passe pour consultation uniquement).

Collection de Polen y Spores du *Laboratoire de l'INPC*: http://laboratorio.inpc.gob.ec/

Gestion du transfert de biens culturels au Ministère de la Culture: http://traspaso.inpc.gob.ec/

Géoportail de l'INPC: En plus de la cartographie de base de l'Équateur (aéroports, voies ferrées, îles, lac, lmite internationale, ligne côtière, centres pueplés, provinces, barrages, fleuves, torrents et routes), le Géoportail présente les espaces, forêts et végétation protégés, communautés inscrites au programme Socio-Bosque, les patrimoines de Zones Naturelles de l'État et des Réserves de la Biosphère du Ministère de l'Environnement ainsi que le Réseau de Villes Patrimoniales, les voies ferrées et les segments de Qhapaq Ñan identifiés: http://geoportal.inpc.gob.ec/visualizador/frames/login.php?name=publico&password=publico
. Lien précédent:
http://186.66.127.99/MCP/sig/
. L'on suppose que ce-dernier a été remplacé par le
Géoportail du Ministère de Coordination du Patrimoine
:
http://www.geopatrimonio.gob.ec/visor/

2. Télécharger le Manuel d'utilisation du système ABACO [PDF].
3. Pour en savoir plus, voir http://palanda.arqueo-ecuatoriana.ec/
4. Voir http://www.pambamarca.net/ ou les rapports de fouilles dans notre section de rapports techniques archéologiques.
5. Recherches sous la direction de l'Institut Métropolitain du Patrimoine de Quito (ex-Fonsal); informations préliminaires disponibles sur http://www.patrimonioquito.gob.ec/
6. Informations ouvertes au public dans http://www.ciudadalfaro.gob.ec/
7. Thèse de Richard Lunniss téléchargeable à partir de notre page web, en plus de plusieurs publication dans des revues scientifiques et de vulgarisation.
8. Plusieurs publications dans des revues scientifiques et des communications au cours de congrès en Équateur et à l'étranger.
9. Nombreuses publications jusqu'à ce jour.

Ne pas hésiter à nous laisser vos commentaires et/ou ouvrir une discussion dans nos forums .